

# Le grand débat national

## LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

Organisé par la commune de



## GÉNÉRALITÉS - ORGANISATION

La municipalité de la commune de l'Isle d'Espagnac (16340) a décidé d'organiser des débats sur chacun des thèmes choisis dans le cadre du grand débat national.

Ce deuxième débat s'est tenu le 02/02/019. Le thème sélectionné était « La fiscalité et les dépenses publiques ».

15 citoyens et citoyennes sont venus débattre. 13 élus de L'Isle d'Espagnac étaient présents mais n'ont pas participé au débat. 3 d'entre eux ont pris des notes pour permettre l'établissement de ce compte-rendu

Mme le Maire a rappelé le rôle de la mairie, l'organisation du débat et la charte d'engagement.

Le débat a été animé par M. Patrice LAMANT (Commissaire enquêteur).

Le débat s'est déroulé dans une excellente ambiance. Les échanges ont été très cordiaux et nourris.

A l'issue du tour de salle, toutes les personnes se sont déclarées satisfaites d'avoir pu débattre dans une ambiance sereine et bienveillante.

## COMPTE RENDU DU DÉBAT

### LA FISCALITÉ

Il est rappelé par les citoyens que la dépense publique est la plus élevée des pays développés.

Le système actuel de protection sociale est exceptionnel et efficace. Il a permis d'amortir les effets de la crise de 2008. Il faut le conserver, sans augmenter l'impôt.

Il sera sauvé par une meilleure justice sociale avec une répartition plus équitable des ressources qu'il faut accroître.

**Comment, par la fiscalité, augmenter les ressources pour maintenir le système social actuel :**

- Niches fiscales à revoir.
- Lutter contre la fraude, les paradis fiscaux.
- Taxer les GAFA.

- Remettre l'impôt sur la fortune sur le capital financier pour certains alors que d'autres pensent que la taxation va faire fuir les investisseurs nécessaires à l'économie française. Une évaluation de cette suppression est demandée. Elle est d'ailleurs prévue en 2019.
  - Le rétablissement de l'ISF sur les capitaux financiers pourrait financer la dépendance.
  - L'augmentation de la CSG sur les retraites aurait pu également financer la dépendance.
  - Distribution plus équitable des profits entre actionnaires et salariés.
  - Une CSG progressive comme l'impôt sur le revenu avec plusieurs tranches est souhaitée. L'intégrer à l'IRPP pour plus de justice sociale.
  - Revoir les taux de TVA sur les produits de première nécessité.
  - Comment expliquer qu'un même produit de 1<sup>ère</sup> nécessité affiche un prix beaucoup plus élevé en France qu'en Allemagne ou en Italie ?
  - Revoir les marges entre les différents intermédiaires (produits agricoles...)
  - Harmoniser la fiscalité au niveau européen.
  - Les retraités perdent du pouvoir d'achat chaque année. Ils ne sont pas des privilégiés.
  - Le travail doit être encouragé : il est anormal qu'une retraite soit au même niveau financier que le minimum vieillesse (800 € de retraite après plusieurs années de travail alors que le minimum vieillesse est à 800 €). **Il faut redonner la valeur travail.**
- Un emploi doit permettre de vivre dignement.

**Une refonte globale de la fiscalité est nécessaire pour la rendre plus claire et plus égalitaire. On en parle et rien ne se fait à cause des lobbies puissants comme la finance qui gouverne. Les élus doivent faire preuve de courage.**

---

#### LES DÉPENSES PUBLIQUES

- Équité entre les territoires dont les habitants payent les mêmes impôts et ne bénéficient plus des mêmes services. Les déplacements deviennent plus onéreux.
  - La dépense sociale est utile. Les prélèvements doivent être affectés directement aux dépenses concernées (journée de solidarité affectée au budget dépendance, taxe sur l'écologie affectée au budget de la transition écologique, taxes sur les cigarettes et l'alcool affectées aux dépenses de santé).
  - Beaucoup trop de gaspillages : trop de strates, un empilement de structures administratives ou semi publiques, avec des actions identiques : communes, intercommunalités, département, région, état.
- L'intercommunalité et les nouvelles régions devaient faire faire des économies et c'est tout le contraire. Doublement des effectifs dans les collectivités territoriales ces dernières années.

## Quoi faire ?

La Cour des Comptes fait des rapports sur les réductions des dépenses mais les élus n'en tiennent pas compte.

Propositions :

- Regrouper les communes,
- Limiter le nombre plutôt que de réduire les indemnités des députés (1 par département) et de sénateurs (le Sénat est-il vraiment utile, comme les départements ?).
- Supprimer les avantages financiers ou en nature des retraités de l'Etat (Ministres, chefs d'État...)

---

## AUTRES SUJETS DÉBATTUS

- La privatisation des autoroutes a eu pour effet une augmentation des péages pour l'utilisateur.
- Concurrence entre pays européens : dumping social. Une harmonie européenne est demandée. Les poids lourds étrangers qui traversent la France devraient être taxés en dehors des péages. Ils pourraient être orientés vers les autoroutes par arrêtés préfectoraux.
- Les déserts médicaux : La santé est subventionnée à 100 % en France, aux mains de syndicats qui prônent la libre installation des médecins et accordent des dérogations. L'Etat devrait prendre des dispositions contraignantes pour une meilleure répartition territoriale, par exemple un engagement de durée d'installation sur un territoire en manque de médecins.

---

## CONCLUSION

Les réformes ont été différées depuis des années. La France doit se réformer.

Le débat national est une thérapie pour les citoyens. Les revendications seront-elles prises en compte ?

La vraie démocratie est dans les urnes. Pourquoi ne pas mettre le vote obligatoire ?

À partir des propositions remontées dans ces débats, il est demandé à l'Etat de communiquer sur les actions mises en œuvre par le gouvernement.

L'impôt est accepté s'il est compris, justifié et bien réparti.

Un impôt supplémentaire pour ce grand débat ?...

**Les participants sont invités à laisser leurs contributions sur internet.**